



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 19 JUIN 2023**

**portant prescriptions complémentaires  
à la société ALPHA VEOLIA pour l'exploitation  
de ses installations situées à Rosheim, zone industrielle Sandgrube**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;
- VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2015 codifiant les prescriptions réglementant les activités exercées par la société ALPHA sur son site situé zone industrielle Sandgrube à Rosheim ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2019 portant prescriptions complémentaires à la société ALPHA pour l'exploitation de ses installations situées zone industrielle Sandgrube à Rosheim ;
- VU la demande de modification du 30 mars 2022 concernant l'extension de la zone de chalandise des déchets contenant de l'amiante liée ;
- VU le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Grand Est du 24 janvier 2020 ;
- VU le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Bourgogne Franche-Comté du 16 septembre 2020 ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 15 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT que la modification décrite dans la demande susvisée consiste uniquement à étendre la zone de chalandise des déchets contenant de l'amiante liée à plusieurs départements autres que le Bas-Rhin, sans impact supplémentaire sur le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que la durée d'autorisation (jusqu'au 31 décembre 2029), la capacité totale de stockage (23 300 tonnes) et la capacité annuelle (700 tonnes) ne sont pas modifiées ;

CONSIDÉRANT que la demande nécessite la mise à jour des prescriptions concernant la zone de chalandise dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

APRÈS communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> - CHAMP D'APPLICATION

La société ALPHA, dénommé ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 1 rue Henriette Gallé-Grimm à Nancy (54000), se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées zone industrielle Sandgrube à Rosheim (67560).

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2015 sont modifiées par les dispositions du présent arrêté à compter de sa notification à l'exploitant.

### Article 2 - CONTRÔLE DES MATÉRIAUX

Les dispositions de l'article 8.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

*« Un contrôle d'acceptation rigoureux des matériaux est effectué à l'entrée du site. Il comprend d'une part, un contrôle sur document de l'origine des matériaux (uniquement déchets contenant de l'amiante liée), qui proviennent exclusivement des départements : du Bas-Rhin(67), du Haut-Rhin (68), des Vosges (88), du Territoire de Belfort (90) et du Doubs (25).*

*Cette provenance est consignée avec les quantités dans un registre d'entrée spécifique à l'activité d'accueil et de dépôt des matériaux inertes non valorisables dans l'ancienne carrière « Sandgrube ». D'autre part, un contrôle approfondi de la nature des matériaux après déversement sur une plateforme de réception étanche est effectué.*

*Les contrôles sont effectués par des personnes compétentes, informées des consignes relatives à l'acceptation des matériaux. Tout chargement contenant des matériaux non autorisés, considérant les dispositions de l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2015, est refusé.*

*Les refus sont consignés dans un registre spécial mentionnant la provenance, le producteur, le transporteur, la quantité et la nature des déchets ainsi que la date et les raisons de refus. »*

### Article 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

#### Article 3.1 - MESURES DE PUBLICITÉ :

En application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 3.2 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS :

En application des dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

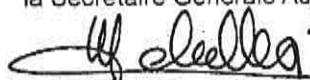
### Article 3.3 - EXÉCUTION :

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société ALPHA VEOLIA,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Molsheim ;
- au maire de Rosheim.

La préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
la Secrétaire Générale Adjointe



Myriam LEHEILLEIX

